
2005-06-03

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Interdépendances sectorielles et structure des coûts de l'économie belge: une application des tableaux input-output

(Article publié dans la Revue économique du 2^e trimestre 2005)

www.nbb.be

Les tableaux input-output ou tableaux entrées-sorties (TES) présentent une vue intégrée de l'ensemble des flux de biens et services enregistrés par l'économie belge au cours d'une année. Ils détaillent les flux d'offre et de demande selon les branches ou produits et permettent d'appréhender les flux entre ces différentes branches, autrement dit la composition de leur consommation intermédiaire.

Partant de ces relations croisées directes, telles que décrites par les TES pour l'année 2000, dernier disponible en date, l'article développe l'approche dite cumulée des interrelations entre branches. Cette approche consiste à remonter la chaîne de production d'une branche afin de prendre en compte tous les intrants directs et indirects - qui entrent dans la production de la consommation intermédiaire de la branche, et ainsi de suite - nécessaires à cette production. En recourant à cette approche, l'article illustre successivement la nature des relations entre les branches, les particularités liées au degré d'ouverture et à la structure de production de l'économie belge, ainsi que la structure des coûts.

Il apparaît qu'en moyenne pour les différentes branches d'activité, un euro de production destiné à satisfaire la demande finale donne lieu à 61 centimes supplémentaires de production intermédiaire dans l'économie. Ces effets dérivés dépendent du degré de consommation intermédiaire intérieure incorporé dans le processus de production et varient donc sensiblement selon les branches, de 30 centimes dans l'énergie à 107 centimes dans la construction.

De façon générale, toutes les branches font largement appel à la fourniture de services marchands, principalement sous la forme d'activités de support, de commerce ou de transport. C'est en particulier le cas de l'industrie, dont la production a impliqué l'emploi indirect de quelque 268.000 travailleurs dans les services marchands en 2000, soit près du sixième de l'emploi total de cette branche. En outre, 54.000 des 143.000 emplois créés dans les services marchands entre 1995 et 2000 peuvent être portés au crédit des retombées de l'activité industrielle.

Par rapport à d'autres pays européens, l'activité industrielle en Belgique a moins de retombées pour l'ensemble de l'économie, en raison d'effets de fuite plus importants via les importations intermédiaires, conséquence de la nature de petite économie ouverte de la Belgique. À l'inverse, l'externalisation d'activités secondaires vers des services de support semble particulièrement développée en Belgique, y compris dans les services marchands eux-mêmes. Les entreprises actives dans cette branche font, plus que dans les autres pays européens, appel à d'autres entreprises pour la fourniture de services spécialisés.

Entre 1995 et 2000, la dépendance du processus de production national vis-à-vis des importations intermédiaires - caractéristique des petites économies ouvertes - s'est accrue de quelque 5 points de pourcentage au détriment de la valeur ajoutée cumulée; cette évolution résulte partiellement, mais pas uniquement, d'un effet de prix, les TES étant uniquement publiés à prix courants. En 2000, la valeur ajoutée cumulée s'élevait à 65,8 p.c. de la production, répartis entre la valeur ajoutée générée directement dans le processus de production (42,9 p.c.) et celle générée indirectement à travers l'incorporation de produits intermédiaires nationaux (22,9 p.c.). Ces deux pourcentages se révèlent inférieurs à ceux enregistrés dans les autres pays européens, le moindre effet indirect découlant des effets de fuite à l'étranger. Quant à la dépendance totale de la demande finale aux importations, elle est plus élevée en Belgique qu'ailleurs, se chiffrant à 46,5 p.c.: 20,7 p.c. au niveau de la satisfaction directe et 25,8 p.c. au travers de la consommation intermédiaire importée. Si cette dernière prend essentiellement la forme de biens industriels, l'importation de services étrangers apparaît plus élevée en Belgique qu'ailleurs.

Cette dépendance par rapport aux biens et services importés caractérise également la structure des coûts de l'économie, que les TES permettent d'analyser en détail. Ces informations s'avèrent particulièrement utiles pour l'étude de la formation des prix et de la dynamique de l'inflation. Il en ressort que les importations sont particulièrement élevées dans la structure des exportations et que la consommation des ménages prise en compte dans l'IPCH est elle aussi constituée à plus d'un tiers d'importations. Dans le passé, cette forte dépendance vis-à-vis de l'étranger a motivé la conduite d'une politique monétaire axée sur la stabilité du cours de change vis-à-vis du mark allemand, que le lancement de l'union monétaire a prolongé et étendu de manière irrévocable aux autres États membres de l'union, en éliminant les variations de change entre ceux-ci.

En raison de cette forte dépendance vis-à-vis de l'étranger, les composantes de la valeur ajoutée intérieure, à savoir la rémunération des salariés et l'excédent brut d'exploitation et le revenu mixte brut, présentent des proportions assez modestes. Cependant, si l'on tient également compte du fait que les inputs intermédiaires intègrent aussi de la valeur ajoutée intérieure, les parts de la rémunération des salariés et des autres composantes de la valeur ajoutée se révèlent sensiblement plus élevées. Pour l'économie dans son ensemble, les salaires représentent ainsi de façon cumulée un peu plus d'un tiers du coût total de la production. Cette part est la plus importante dans les services non marchands et la plus faible dans la production d'énergie. Dans l'industrie, le coût salarial cumulé représente près de 30 p.c. du coût total de la production. Sous l'angle des différentes catégories de dépenses finales, la prise en considération des importations finales, d'une part, et de la TVA et des accises, d'autre part, pousse le poids des salaires à la baisse. Ces derniers représentent ainsi environ un quart des coûts totaux relatifs à la consommation des ménages enregistrée dans l'IPCH. Cette part est la plus importante en ce qui concerne les services enregistrés dans l'IPCH et la plus faible en ce qui concerne les biens industriels non énergétiques et les produits énergétiques. En moyenne, le prix à la consommation est constitué à hauteur de 17 p.c. environ d'impôts indirects.